

Séance du 27 avril 2009

Apport chrétien au débat sur le “communautarisme”

par Mgr Guy THOMAZEAU
archevêque de Montpellier

Afin d'éviter toute méprise, préalablement à l'exposé du sujet, il est sage de préciser le sens du mot “communautarisme”, par distinction avec “communauté”. Ce bien vilain mot n'appartient ni au vocabulaire du Quai Conti, ni à celui de l'édition la plus récente du Littré. Pourtant, ce mot circule aujourd'hui fréquemment sur les sites internet et dans de nombreux ouvrages. Il semble avoir été forgé aux Etats-Unis dans le dernier quart du XX^e siècle, dans le contexte de troubles raciaux non sans connotation politique.

Avec le brassage des peuples, la mobilité contemporaine aux causes multiples, dont beaucoup de détresses, la France n'est pas le seul pays d'Europe et du monde à devoir relever le défi du risque de la fragmentation de la société. Les personnes fragilisées par l'immigration, dans un instinct de vie, cherchent protection dans le regroupement, pas seulement selon la logique du dicton “*Qui se ressemble s'assemble*”. Dans ces communautés ethniques, linguistiques ou de pays d'origine, la dimension religieuse peut aussi être présente.

Pour rester en France, il y a deux quartiers chinois à Paris, dans le XIII^e et le XVIII^e arrondissement, des rues et un quartier juif dans le Marais, un regroupement des chrétiens chaldéens venant d'Irak et des pays limitrophes à Sarcelles en Seine-Saint-Denis. En Languedoc, à titre d'illustration, on peut citer le quartier des Cévennes (maghrébins) ou la Cité Gély avec des familles gitanes sédentarisées. Les grandes agglomérations urbaines et leur périphérie connaissent un développement non programmé de communautés juxtaposées, dans l'ignorance réciproque, source de peur. Le risque du “communautarisme” n'est pas loin, dont les idéologies peuvent se servir pour imposer des vues socialement irrecevables.

Le sujet est immense. Aussi, dans le cadre d'une communication de notre Académie, je tenterai de cibler la place des chrétiens au sein de la société. La compréhension du présent gagne à savoir d'où l'on vient.

L'exposé s'articulera en deux parties : le rappel de la grande tradition universaliste chrétienne dès son origine, puis la perception de l'apport de cet héritage pour le monde de notre temps.

*

* *

Le Christianisme naît à l'époque où l'Empire romain ébauche une première mondialisation, au moins sur le bassin méditerranéen. Il héritait du modèle du Royaume perse qui exerçait, à la suite d'Alexandre, un pouvoir sur des populations qui honoraient des dieux différents. On se souvient de St Paul à Athènes, bouleversé devant la multiplicité des idoles, avant son discours au milieu de l'Aréopage.

L'universalisme politique introduit par Rome n'apparaît pas historiquement comme unitaire, mais comme une association de cités qui laissait place à une diversité contrôlée. Les révoltes juives furent rudement réprimées.

Mais sait-on que l'élite romaine admettait comme un primat la langue grecque ? L'écriteau fixé sur la croix de Jésus au Golgotha portait le motif de sa condamnation, "*Jésus, le nazaréen, le roi des juifs*", en trois langues : hébreu, latin et grec (Jn 19, 19-20). Le choix du grec par la plupart des auteurs du Nouveau Testament a été un choix décisif, en ouvrant les communautés chrétiennes à une communication qui dépasse d'emblée le petit monde juif. Nous sommes bien en amont du Code de Justinien au VI^e siècle et de son influence sur l'extension de l'usage du latin.

L'Empire romain reconnaît aux peuples et aux communautés d'immigrés le droit de célébrer le culte de leurs "dieux ancestraux", mais tient à distance les sollicitations de représentation officielle aux communautés religieuses. Quant aux communautés tant juives que chrétiennes, elles se sont efforcées de s'accommoder du cadrage de l'Etat romain et de la société.

Il faut souligner, dans ce panorama brossé à grands traits, la place particulière du monothéisme chrétien qui, d'emblée, avec St Paul, introduit la dimension d'universalisme religieux présent dès la Pentecôte à Jérusalem. Le Christ est annoncé comme le seul Sauveur de l'humanité toute entière, dans toutes les langues.

L'un des témoignages les plus vivants de l'ouverture des communautés à la vie de la cité, sans diluer le contenu du message évangélique, reste sans conteste le petit écrit intitulé "*Épître à Diognète*". Cette brève apologie est rédigée, semble-t-il, à Alexandrie vers la fin du II^e siècle, citée par Clément d'Alexandrie. Au chapitre V, 1-5, il développe l'intégration en ces termes : "*Les chrétiens ne se distinguent des autres hommes ni par leur pays, ni par leur langage, ni par leurs vêtements... ils se conforment aux usages locaux... tout en manifestant les lois extraordinaires et vraiment paradoxales de leur république spirituelle*". Et encore sur l'universalité : "*Toute terre étrangère leur est une patrie, et toute patrie une terre étrangère*". La conclusion est sans ambages et peut paraître immodeste hors du contexte : "*En un mot, ce que l'âme est dans le corps, les chrétiens le sont dans le monde*".

Dès le III^e siècle, les historiens observent que les réseaux d'entraide, tolérés par les autorités, étayaient leurs tentatives de se faire reconnaître dans l'Empire. Le souci social des chrétiens, grâce à l'anthropologie chrétienne, ouvre à une dimension inédite de la solidarité entre les hommes, sans distinction.

Si les grandes persécutions furent motivées par l'abstention des chrétiens au culte sacrificiel exigé de tous, les chrétiens se sont démarqués des sectes par le souci du bien commun et le respect de l'autorité. On le vérifie dans le souci de St Paul quant aux relations avec les pouvoirs civils (Ro. 13, 1-7), comme dans l'épître de St Pierre (2, 13-17) : "*Soyez prêts à justifier votre espérance devant ceux qui vous en demandent compte. Mais que ce soit avec douceur et respect*".

Il y a donc une compatibilité chrétienne entre son universalisme religieux dès l'origine, et une universalité politique, mais l'état antique se distingue de l'Etat moderne car il ne fut jamais conçu sans religion. La notion de laïcité viendra des siècles plus tard.

En vue d'examiner la situation présente, ce n'était pas un détour que de considérer l'origine du christianisme. L'Eglise ne s'est jamais identifiée à une seule culture, pas même à l'universalisme de l'hellénisme. Et je pense à la communauté

chrétienne arménienne. L'Eglise des temps apostoliques, les missionnaires chrétiens, ont connu dès les premières générations les complexités des appartenances communautaires. Il a fallu discerner et apprendre à dissocier religion et culture, ouvrant ainsi tout grand l'espace d'une catholicité consciente de la nécessaire relation aux autorités, disons au pouvoir de l'Etat. L'Eglise a reçu l'exigence de l'universalité du cœur même de l'Evangile, et non dans la dépendance de sa rencontre avec la philosophie grecque.

*

* *

Forts de l'éclairage que nous apporte la grande tradition chrétienne, enjambons les siècles pour considérer ce que signifie, pour le devenir de la société française, la résistance du christianisme à la tentation d'une fermeture devant les risques d'un certain communautarisme. Le constat réaliste aujourd'hui, que l'islam est la deuxième religion en France, n'est certainement pas étranger à l'acuité récente des questions débattues sur les risques du "communautarisme", sachant qu'ils sont beaucoup plus diversifiés. Il y a de multiples formes et expressions de la dérive du "communautarisme".

Par nature, l'expérience ecclésiale catholique articule universalité et particularité. Les communautés, dans leurs diversités, peuvent affirmer leurs particularités sans que disparaisse la note universaliste.

Les réactions de peur dans toutes les communautés religieuses se traduisent par des enfermements. Comment ne pas comprendre, à travers l'Europe, le phénomène essentiellement urbain du ghetto dans la communauté juive, laquelle a vécu dans la hantise des pogroms. Les chrétiens n'échappent pas, dans certaines circonstances, à la même attitude quand leur survie est en cause. A Jérusalem, par exemple, le quartier arménien est entouré, au sein de la vieille ville, par une enceinte. L'unique porte, suivie d'une chicane, conduit sur la placette intérieure où la cathédrale des arméniens est entourée des logements des familles, blotties autour du sanctuaire. Cette configuration dans la ville de la Pentecôte semblerait au prime abord la trahison même de la parole de Jésus invitant à la mission ouverte à tous, mais la communauté arménienne a tant souffert que cet habitat frileux se comprend.

Au sein même de l'Eglise, qui ne s'accommode pas de l'individualisme ambiant peu compatible avec la dimension communautaire, la vigilance est requise pour éviter le piège de la tentation communautariste, présente dans certaines idéologies. Ce voudrait être la flèche de mon propos. Mais que faire ? Je risque la proposition de quelques pistes de réflexion et d'action.

1/ Dans le domaine de l'intelligence et de la pensée, une difficulté existe en France, que l'Europe aidera, qui sait, à surmonter. Historiquement, les disciplines théologiques ont été refoulées aux marges de la vie universitaire, alors qu'elles furent initialement le cœur de la Sorbonne. La reconnaissance du caractère authentiquement universitaire de la théologie des institutions chrétiennes catholiques, protestantes et orthodoxes contribuerait à faire surgir un modèle d'intégration de toutes les traditions religieuses dans le nécessaire débat public français. Une telle évolution ne pourrait que contribuer positivement à l'ouverture des esprits au dialogue.

2/ La tradition catholique porte, depuis le récit évangélique, une orientation vers l'universel qui la rend réfractaire de par sa nature au communautarisme. Or l'Eglise n'existe que par les communautés, lesquelles trahiraient la foi catholique si elles évoluaient vers des dérives d'enfermement sectaire. Les assemblées bigarrées des paroisses témoignent d'un réel contre poids face à la tentation du communautarisme, même si l'esprit de clocher est toujours un virus dangereux. Les paroisses ethniques ou linguistiques, ou par province, ne sont pas sans risque de cloisonnement, même si elles peuvent un temps accompagner des transitions. L'Eglise catholique (et aussi l'Eglise orthodoxe⁽¹⁾) a privilégié le critère territorial sur le critère personnel pour situer l'appartenance des fidèles. Le diocèse territorial est appelé "portio populi Dei".

3/ Autre piste de réflexion et d'action : quel regard la majorité chrétienne, dans ses racines, cultive-t-elle à l'égard des strates de la société constituée le plus souvent par l'immigration récente ? Ces personnes revendiquent légitimement l'existence d'une communauté qui soit une instance médiatrice des personnes en mal d'intégration dans la société civile et politique. Les regroupements de portugais et d'espagnols dans le Languedoc-Roussillon jouent ce rôle qui n'est pas que la mémoire d'une culture et d'un folklore. A Sarcelles, en Seine-Saint-Denis, j'ai vu le rôle de la synagogue et de la paroisse catholique chaldéenne venue d'Irak et de Turquie ; or ce secteur de banlieue vit une certaine paix.

L'inquiétude face à un certain communautarisme perçu comme vecteur d'idéologies sectaires ne saurait faire oublier le besoin d'hommes et de femmes partageant la même foi de susciter l'espace social de rencontres dont elles ont besoin pour vivre librement. En France, il pourrait être souhaitable de mieux reconnaître à ces communautés, souvent fondées sur une tradition religieuse, un rôle de partenaires sociaux.

Modestement, l'Eglise catholique (tout comme les Eglises réformées, mais je n'ai pas à m'exprimer à leur place) cultive positivement les rencontres œcuméniques et interreligieuses. Elle porte la responsabilité d'être la communauté religieuse la plus représentée dans notre pays. De par sa nature, elle est communion de communautés, il est vrai avec une hiérarchie de nature sacramentelle. Elle ne s'identifie pas à une culture particulière, risque sans doute plus présent dans des églises autocéphales, mais la tentation gallicane a existé à certaines époques. Elle se réclame, avec tous les chrétiens de la religion de l'Incarnation. Si elle veut être fidèle à l'enseignement du Christ, elle manifestera toujours mieux la bonté de Dieu pour tous. En cela aussi, les chrétiens sont des citoyens à part entière.

L'Eglise est fragile, mais dans la société française, son existence et son dialogue ouvert avec les autres communautés religieuses participent de l'espérance du vivre ensemble de tous ceux pour qui la France, terre d'asile, devient patrie pour tous les enfants qui y naissent. "Aimez-vous les uns les autres" ; ce commandement toujours nouveau fait tomber les murs de la peur que le communautarisme bâtirait.

NOTE

(1) Même si la difficulté pour l'Orthodoxie naît de l'émigration.